

L'Humanité



Rouge

Proletaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

1F

Adresse : B.P. 293
75866 Paris Cedex 18
C.C.P. 30 226 72 - La Source

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES
MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

N°320
Samedi 6 septembre 1975

Ni Giscard, ni Programme commun !

«... Hors la lutte de classe du prolétariat révolutionnaire contre tout le régime capitaliste, il n'y a, il ne saurait y avoir aucun remède contre le chômage et les crises...»

Lénine

Le même jour, les experts en démagogie ont embouché leur trompette, pour clamer haut et fort, leurs prétendus solutions à la crise.

Giscard d'Estaing, représentant de la grande bourgeoisie française, du capitalisme monopoliste d'État, propose bien sûr des «solutions» qui sont propres à sa classe : sauver l'économie capitaliste.

L'ampleur de la crise du capitalisme mondial est telle aujourd'hui que personne ne peut la nier. Aussi Giscard reconnaît-il enfin que «la situation de l'emploi est devenue préoccupante». La solution d'après lui et la bourgeoisie c'est de «stimuler l'activité économique», en faisant cadeau aux patrons «en difficulté» de sommes coquettes extorquées aux travailleurs desquels ils tirent leurs énormes profits.

Mais quelle peut être l'activité économique dans un système basé sur l'exploitation de l'homme par l'homme. En toute logique il ne peut que perpétuer ce système, et stimuler l'activité économique veut dire stimuler la production capitaliste basée sur la loi fondamentale de l'offre et de la demande. Or le marché est bouché (par exemple dans l'automobile), parce qu'il y a trop de marchandises et qu'elles ne se vendent pas parce qu'elles sont trop chères pour les particuliers dont le pouvoir d'achat baisse sans cesse. Donc cela ne peut aboutir qu'à encombrer encore plus le marché, car l'inflation n'a nullement disparue contrairement à ce qu'il prétend (environ 16 % d'augmentation des prix depuis un an !).

Il déclare : «Nous devons nous orienter vers une croissance différente, plus juste, plus humaine, plus équilibrée, plus éco-

nome» et suivent les promesses démagogiques habituelles et l'appel pathétique à la collaboration de classes ; et quelques miettes par-ci par-là qui ne peuvent absolument pas régler les problèmes.

Il n'y a pas «d'union sacrée» devant la crise : c'est le capitalisme qui en est responsable, c'est à lui d'en faire les frais.

Comme chaque année à la rentrée, Séguy a fait son exhibition, en cherchant à jouer les purs et durs selon la tactique actuelle des dirigeants révisionnistes. Les jeunes étant particulièrement touchés par le chômage, les dirigeants révisionnistes du P.C.F. et de la CGT cherchent à canaliser leur mécontentement et leur combativité vers le «Programme commun». Les revendications et propositions des dirigeants révisionnistes sont celles de défenseurs du système capitaliste : relance de la consommation populaire, développement de l'activité économique et défense de l'emploi (ça ressemble fort au plan Giscard !) lutter contre l'inflation, s'attaquer aux gaspillages. Tout cela en restant dans le cadre du système capitaliste ! Séguy a beau hausser le ton et tourner le problème dans n'importe quel sens, le problème n'en demeure pas moins. En somme le capitalisme est malade et c'est lui le médecin ! La classe ouvrière et les masses populaires n'ont rien à attendre de bon de ces remèdes de charlatan, ils doivent compter sur leurs propres forces. Ils n'ont pas attendu ces faux défenseurs de la classe ouvrière pour engager, du tac au tac, la lutte contre tout licenciement, pour l'amélioration des conditions de travail et de vie, c'est ainsi qu'ils ont fait sauter en éclats les accords de collaboration de classe signés par les dirigeants révisionnistes. La force et l'unité de la classe ouvrière se développent dans la lutte de classe, contre le capitalisme et les dirigeants anti-ouvriers qui veulent la diviser et continuer à l'asservir.

Il n'y a pas d'autre solution à l'émancipation de la classe ouvrière et de ses alliés que de préparer le renversement et la destruction du système capitaliste.

SPINOLA HORS DE FRANCE !

Le général fasciste de Spinola est arrivé à Paris mercredi venant du Brésil. Il a été pris en charge par les services spéciaux du pouvoir. Spinola qui est un ennemi du peuple portugais lié aux impérialistes américains se propose d'organiser des commandos pour participer à la guerre civile qui semble inévitable au Portugal. A l'hôtel Sheraton où il est caché le général reçoit beaucoup paraît-il. A Lisbonne le général Gonçálves, lié lui aux révisionnistes et favorable au social-impérialisme soviétique, n'a toujours pas pu être investi de ses nouvelles fonctions de chef d'état-major en raison de l'opposition croissante tant des masses populaires que de l'armée.

Face à la rivalité acharnée des deux superpuissances qui préparent activement la guerre civile au Portugal le peuple portugais élève chaque jour sa conscience antihégémonique et se prépare lui aussi à déjouer tous les complots sous la direction des communistes marxistes-léninistes.

Il est nécessaire de soutenir fermement le peuple portugais dans sa lutte contre la réaction et les deux superpuissances.

Nouveau crime raciste à Marignane

Jeudi 4 septembre vers 1h 10, en plein centre de l'agglomération, sur le cours Mirabeau face à l'Hôtel de ville, une voiture passe. Ses occupants tirent un coup de feu. Un jeune Algérien s'écroule, mortellement blessé. Crime raciste !

La jeune victime — dont l'identité n'a pas encore été révélée — était âgée de 15 ans.

Aujourd'hui la police de la région marseillaise dit rechercher les coupables. Seront-ils retrouvés ? Il est permis d'en douter : la plupart des criminels racistes ne sont jamais appréhendés par la police. Ainsi pour ne citer qu'un exemple connu : les assassins de Laid Moussa courent toujours.

Et cette impunité qui couvre les assassins de si nombreux travailleurs algériens, c'est la bourgeoisie au pouvoir qui en est responsable. De même qu'elle porte la responsabilité de toutes les incitations au racisme, au crime raciste, qui pullulent dans une certaine presse.

Il ne faut pas compter sur la bourgeoisie pour mettre un terme au racisme. Il la sert. C'est aux larges masses ouvrières et populaires, françaises et immigrées, qu'il appartient de combattre le racisme et de venger tous ceux qui sont tombés sous ses coups !

Guerre du peuple à la guerre coloniale

Sur ce mot d'ordre, près de 2 000 manifestants se sont regroupés, ces jours derniers au centre de Lisbonne, pour soutenir plusieurs centaines de militaires refusant leur affectation en Angola. L'avion qui devait transporter ces derniers à Luanda a dû partir presque totalement vide.

Les manifestants, regroupés aux alentours du palais de Belem ont hué le général pro-soviétique Vasco Gonçalves, à son arrivée, manifestant ainsi leur opposition à sa nomination au poste de chef d'état-major de l'armée comme au maintien de la présence militaire portugaise en Angola. L'avenir de l'Angola, ont affirmé les manifestants, appartient au peuple angolais et à lui seul.

Le culle n'est pas encore complètement levé sur le contenu de l'accord qui vient d'être signé au Proche Orient entre Israël et l'Égypte, à l'instigation de Kissinger. On sait pourtant qu'il comporte quatre grandes parties :

— Un accord israëlo-égyptien publié sur la nouvelle ligne de démarcation entre les forces des deux parties et leurs engagements politiques réciproques incluant le non-recours à la force militaire entre eux.

— Les documents qu'utilisent les négociateurs pour décider des nouvelles positions de chacun sur le terrain.

— Un document sur le stationnement des techniciens américains « civils » dans la zone tampon entre les deux camps.

— Un engagement de 26 paragraphes, destinés à cesser les « vols », entre les USA et Israël.

Le «*Deux Hélicoptères*» affiche sa satisfaction de voir ainsi convenir ses innombrables «*petits pas*». Notons, au passage, l'ironie de voir les USA se présenter en médiateur alors qu'ils sont, en fait, l'agresseur : sans leur engagement politique, militaire, financier, à ses côtés que peserait l'administration de Tel Aviv face aux peuples arabes et palestiniens ?

Il risque pourtant d'être cruellement déçu car malgré ses efforts pour le faire croire et relever ainsi le prestige passablement défraîchi des USA, un examen même superficiel de l'accord, permet difficilement de l'analyser comme un «*accord de paix*».

Drôle d'accord de paix que celui qui voit les USA s'engager à livrer à Israël les armes les plus sophistiquées de leur arsenal, en particulier le chasseur F 15 et le missile sol-sol «*alance*» ! Drôle d'accord de paix que celui qui couvre de milliards cet Etat expansionniste et raciste ! Drôle d'accord de paix enfin, qui permet l'installation de techniciens «*civils*» de l'impérialisme américain entre les forces impliquées dans un conflit où il est lui-même — qui peut en douter ! — directement engagé.

Si par ailleurs une certaine presse a fait grand bruit sur le prétendu engagement de l'Égypte de ne pas intervenir dans une guerre avec Israël «*même en cas de conflit avec un autre pays arabe*» il s'agit là d'une information tendancieuse, l'Égypte, se gardant en effet le droit d'intervenir en cas d'agression de la part d'Israël, restant seule juge de l'appréciation de déterminer qui est l'agresseur.

Drôle d'accord de paix enfin que celui qui ignore délibérément l'existence du peuple palestinien dont la satisfaction de l'intégralité des droits nationaux sacrés est l'indispensable condition de la paix dans cette région du monde.

Certes Kissinger peut se réjouir d'avoir marqué un point sur son rival soviétique, tout en taillant une brèche — que nous espérons de courte durée — dans l'unité étroite entre les pays arabes et la résistance palestinienne, sortie renforcée de la guerre d'octobre. Mais l'unité historique entre les peuples arabes et palestiniens est si profonde que nul doute qu'en dépit des manœuvres des deux superpuissances, elle ne se ressoude étroitement dans les inévitables combats futurs.

C'est pourquoi nous reaffirmons notre indéfectible solidarité avec l'héroïque peuple palestinien et son seul représentant légitime, l'OLP, et notre certitude de sa victoire finale.

La condamnation du nationalisme algérien par les partis de gauche

La première brochure publiée par les Éditions du Centenaire dans la collection «*Tiers monde en lutte*» mérite le plus grand intérêt.

Il s'agit de la reproduction d'un article de l'historien algérien Mahfoud Kaddache paru dans les colonnes de notre confrère «*Algérie-actualité*» le 11 mai dernier. Son sujet : les crimes du colonialisme français «*Il y a trente ans... le 8 mai 1945*». (1.)

Par delà l'exposé historique détaillé : le contexte politique en Algérie en 1945, les manifestations patriotiques, la répression du type génocide, les causes et la signification de Mai 1945 et la leçon dégagée par le peuple algérien, un passage revêt à nos yeux une portée considérable. C'est celui qui traite de «*la condamnation des nationalistes et*

du nationalisme algérien par les partis de gauche».

Écrit dans un style simple, mais appuyé sur des preuves et des faits concrets, ce passage révèle de manière irréfutable les attitudes para-colonialistes adoptées à l'époque par le Parti «*communiste*» français et par le Parti socialiste. A l'heure où les dirigeants révisionnistes français déploient une activité intense pour effacer l'histoire et pratiquent une démagogie effrénée en direction de nos frères algériens, il est d'une importance capitale de faire largement connaître leur ligne passée de collaboration, au moins objective, avec le colonialisme français. C'est pourquoi nous souhaitons le plus grand succès de diffusion à la plaquette de Mahfoud Kaddache ; notre camarade Jurquet a d'ailleurs tenu à en assurer lui-même la présentation (en accord avec l'auteur bien entendu). Quelques

photographies améliorent la présentation, parmi lesquelles celle d'un article caractéristique publié à l'époque dans le quotidien révisionniste «*Alger-républicain*» sous le titre «*Attention aux provocateurs*» (une formule qui devait être reprise par les dirigeants du P.C.F pendant toute la guerre d'Algérie).

Demandez, lisez, diffusez la vérité historique sur la ligne des révisionnistes vis-à-vis du colonialisme et, dans le cas de l'Algérie, sur le soutien apporté par eux à la criminelle répression lancée en mai 1945 contre les patriotes algériens !

(1) — «*Il y a trente ans... le 8 mai 1945*» - par Mahfoud Kaddache - l'exemplaire de 40 pages : 4 F - «*E-100*» 24, rue Philippe de Girard, 75010 Paris - ou «*Les Herbes sauvages*», 70, rue de Belleville, 75020 Paris.

LA MORT DES ECOLES

697 classes primaires ont été fermées à la rentrée 1974 ; 747 en 1973, 776 en 1972 ; on en prévoit 500 environ pour cette rentrée. Le ministère de l'Éducation appelle ça «*restructuration de la carte scolaire*». Formule bureaucratique qui recouvre une réalité autrement douloureuse : la mort des écoles de campagne ; la «*classe unique*» du village est fermée «*faute d'effectifs*». Au-dessous de 16 élèves (12 cette année), elle n'est plus «*rentable*» et pour les petits comme les grands, c'est le car de ramassage, la transplantation quotidienne au bourg voisin, la fatigue des levers tôt et des longues

journées. Et la mort de l'école c'est aussi la mort du village.

Un exemple souvent cité : celui du département de l'Oise ; un village sur trois y connaît des difficultés scolaires ; les «*classes uniques*» en nombre élevé (42 %) sont fermées et l'année passée 37 000 enfants ont utilisé 170 cars chaque jour, dont seulement un sur quatre bénéficiait de la gratuité comme ramassage scolaire ! Dans de nombreux villages, les parents s'opposent à la fermeture de l'école, et parfois ils maintiennent coûte que coûte son fonctionnement.

La voie de la lutte qu'ils ont choisie a porté ses fruits.

bulletin d'abonnement

(écrire en majuscules la totalité du bulletin)

NOM :
PRÉNOM :
ADRESSE :

	Pi ouvert	Pi fermé
1 mois	32 F	60 F
2 mois	95 F	180 F
6 mois	190 F	360 F
Soutien	300 F	500 F

L'HUMANITÉ ROUGE
BP 293 - 75866 Paris Cedex 18

CCP inchangé :

L'HUMANITÉ ROUGE : No 30 226 - 72 - Centre : La Source

DU TRAVAIL POUR TOUS ET POUR TOUTES !

Une nouvelle significative nous parvient de Grande-Bretagne. Le dernier congrès de la fédération des syndicats britanniques vient de repousser — à une très forte majorité, 23 des voix — la « charte de la femme au travail » proposée par l'une des fédérations. Celle-ci revendiquait l'égalité avec les hommes dans l'éducation, la formation, l'emploi, le salaire, la législation familiale, de meilleures conditions pour la garde des enfants et l'allongement du congé de maternité. La grave crise économique capitaliste dans laquelle se débat la Grande-Bretagne, laisse-t-on entendre, rendrait ces revendications « inopportunes » dans la période actuelle.

Il est bien évident que le droit au travail des femmes est encore loin d'être reconnu. Tout au plus est-il accepté par la bourgeoisie pendant la période d'expansion, quand la main d'œuvre se fait rare ou pour des emplois monotones, sous-payés, non qualifiés. Mais survient la crise économique et voici les femmes travailleuses renvoyées dans leurs foyers, puisque, après tout, c'est là leur place « naturelle » et qu'il n'y a déjà pas assez de travail pour les hommes, alors, pensez, pour les femmes... !

C'est pourquoi on compte déjà 30 % de plus de femmes travailleuses en chômage, par rapport aux hommes.

(suite p.4)

MARCHAIS : Travailleur volontaire ou requis chez les nazis ?

La prescription opposée au dépôt des demandes d'attribution de différents titres confirmant des positions vécues sous l'occupation nazie (1940-1944) vient d'être levée à la suite des démarches pressantes des Associations d'anciens combattants, anciens résistants et anciens déportés, de l'ANACR notamment.

Des cartes spécifiques sont de nouveau délivrées aux représentants après constitution et examen de leurs dossiers (cartes de réfractaires au STO par exemple).

Une catégorie concerne les « personnes ayant été contrain-

tes au travail en Allemagne » par réquisition des occupants nazis.

A défaut du fameux jugement de justice qui devait le blanchir de l'accusation de « travailleur volontaire » portée contre lui, (jugement que l'on attend en vain depuis deux ans maintenant !), la levée de prescription en cause offre à Marchais une occasion de prouver qu'il fut « requis ». En profitera-t-il alors qu'il n'a déposé aucun dossier avant la prescription ?

Affaire à suivre... nous tiendrons nos lecteurs au courant.

LA CHINE, SUJET EPINEUX POUR "FRANCE NOUVELLE" (2)

On l'a dit, l'hebdomadaire révisionniste France-Nouvelle est incapable de répondre avec sérieux aux questions que se posent ses lecteurs sur la Chine et sur les rapports sino-soviétiques. Pour les dirigeants révisionnistes du P.C.F. les raisons de la ferme lutte du Parti communiste chinois contre les dirigeants révisionnistes soviétiques sont à chercher dans des « difficultés intérieures » et dans une « politique nationaliste et chauvine ». Ce que les rédacteurs de France-Nouvelle appellent nationalisme chauvin c'est le refus de se soumettre à la botte des révisionnistes soviétiques et de se laisser exploiter comme c'est le cas des pays de l'Est et de la Mongolie. C'est de leur expérience que la classe ouvrière et le peuple chinois ont tiré cette leçon qu'il faut avant tout compter sur ses propres forces.

Afin de mieux faire comprendre aux lecteurs de France-Nouvelle ce qu'ont été les pratiques contre-révolutionnaires et non internationalistes des révisionnistes soviétiques, nous allons prendre un exemple concret, parmi des milliers d'autres, communiqué par les ouvriers chinois eux-mêmes et que tout ami de la Chine pourrait entendre et connaître par lui-même.

Voici donc l'exposé fait par des ouvriers d'une usine d'isolateurs thermiques pour haute tension.

« En 1953 dans le cadre de l'accord de coopération URSS-Chine, l'URSS a apporté son aide pour construire notre usine. Mais peu de temps après la libération de la Corée le camarade Staline est décédé. Après sa mort Khrouchtchev a trahi l'internationalisme prolétarien et l'aide en paroles est devenue le pillage dans la réalité.

« Ainsi les révisionnistes soviétiques ont-ils vendu des équipements à hauts prix. Certains de ces équipements ne pouvaient même pas servir à la production (il est d'ailleurs possible aux visiteurs de voir de leurs

yeux ces équipements inutilisables. NDLR).

« Au nom de l'aide, les révisionnistes soviétiques ont en fait acheté très bas des équipements à certains pays et revendaient ces équipements très chers. Ainsi la plupart des équipements qu'ils nous ont vendus étaient de fabrication est-allemande. Un jour nous avons ouvert une machine et à l'intérieur nous avons trouvé une facture cachée, de l'Allemagne de l'Est à l'URSS. Nous avons comparé. Toutes les transactions se faisaient en roubles (ce qui avantageait encore les révisionnistes soviétiques). C'est ainsi que pour un moule à boules nous avons découvert qu'il avait été acheté 153 000 roubles à l'Allemagne de l'Est alors qu'il nous avait été vendu 218 000 roubles. Soit un gain de 65 000 roubles. Sur sept autres machines nous avons découvert que le gain réalisé par les révisionnistes soviétiques était de 115 000 roubles.

« Mais ils ont fait encore mieux. Ils ont vendu de la pierre au prix des équipements métalliques. Ainsi pour des casseuses ; chacune d'elles pesait au total 40 000 tonnes dont 21 000 tonnes de pierre, or les révisionnistes soviétiques ont insisté pour nous vendre la pierre. Bien sûr la pierre nous pouvions la fabriquer nous-mêmes, mais ils ont insisté pour nous en vendre... au prix de 7 700 roubles la tonne, c'est-à-dire au prix du reste de l'équipement métallique !

« Prenons un autre cas : nous avions besoin de deux rectifieuses universelles ; mais ils ont envoyé sept rectifieuses à plat. Nous n'en avions pas besoin et nous en fabriquons nous-mêmes. Ils nous les ont vendues 220 000 roubles alors qu'ils les avaient achetées 14 000 roubles à la RDA.

« Ainsi l'URSS a-t-elle gagné au total plus de 2 millions de roubles sur cette usine. »

(à suivre)

ACTUALITE ECONOMIQUE

Dès la rentrée, nouvel approfondissement de la crise capitaliste

L'indice de la production industrielle fait apparaître une baisse de 14 % de juin 1974 à juin 1975. Il est aujourd'hui revenu au taux de 112 (126 en 1974) si l'on prend comme base 100 en 1970.

Les prix en général continuent d'augmenter dans de grandes proportions. Les prix de détails indique l'INSEE auraient augmenté de 11,1 % ces douze derniers mois. On est donc très loin des promesses de Fourcade parlant de ramener la baisse mensuelle à 0,5 % avant le mois de juin. La vérité, bien cachée par le ministre et la presse bourgeoise, est qu'il leur est bien impossible de contrôler le développement de l'inflation, du fait que la crise favorise à son extrême les spéculations finan-

cières de toutes sortes, étant à l'origine même de la hausse vertigineuse des prix : c'est la loi du profit maximum. Quand les capitaux ne rapportent plus assez de profit dans un secteur de l'économie, les capitalistes les retirent de ceux-ci pour spéculer sur les marchés financiers et entraîner une augmentation artificielle de valeur des marchandises et donc des prix de celles-ci.

Les principaux touchés par ces augmentations sont bien évidemment la masse des travailleurs.

D'ailleurs, si les prix augmentent, chacun voit à sa fiche de paye que le salaire, lui, n'augmente pas.

Mais pour faire supporter aux ouvriers les pertes de profits

dues à la baisse de la production, les monopoleurs ont recouru ces derniers mois essentiellement aux licenciements massifs. L'INSEE indique une augmentation de 100 % des chômeurs enregistrés et une baisse de 100 % des demandes d'emplois. On sait qu'en réalité l'armée des sans-travail atteint aujourd'hui deux millions de travailleurs.

Le plan Giscard a suscité dans cette situation de nombreux commentaires et controverses au sein de la bourgeoisie monopoliste, reflétant ainsi la panique et la contradiction de la classe dominante du régime.

Les 25 milliards qui seraient débloqués n'ont pour seul but que la sauvegarde des profits monopolistes et devraient per-

mettre suivant leurs vœux de « restructurer les secteurs en difficultés », autrement dit d'accélérer la concentration des industries dans les mains d'une poignée... c'est-à-dire de nouvelles hausses des prix, de nouveaux licenciements.

Ce régime ne peut se sauver lui-même. Il peut encore moins donner satisfaction aux revendications ouvrières et populaires les plus immédiates.

Le plan Giscard, la voie de la « négociation » à tout prix des révisionnistes, ne sont que poudre aux yeux et tromperie.

Seule la lutte permettra de refuser les nouveaux licenciements actuels et de donner du travail pour les chômeurs.

FRONT OUVRIER



MAMMOUTH (Rennes) :

Les travailleurs se dressent contre un patron de choc

Au grand magasin Mammouth de Rennes, depuis la nomination d'un nouveau directeur, Cercellier, les lettres d'avertissement pleuvent. L'ambiance de travail est devenue insupportable. C'est la terreur qui règne dans l'entreprise : plusieurs employés ont été licenciés sans motif ! Pour accroître et accroître encore ses profits, le patron exploite toujours plus les travailleurs et les soumet au joug d'une oppression rarement atteinte.

Non disposés à se laisser faire, les travailleurs du magasin se sont réunis en assemblée générale lundi matin, 1er septembre, à l'appel de la section CFDT. Au cours de cette assemblée, ouvriers et employés ont décidé de se mettre en grève pour obtenir : la réintégration immédiate de tous les travailleurs licenciés, l'annulation de tous les avertissements, la garantie de l'emploi, la titularisation de tous les temporaires et de tous ceux qui employés à temps partiel désirent l'être à plein temps, l'embauche de personnel, la cessation des mesures répressives et l'amélioration de l'ambiance de travail, des changements d'horaires en tenant compte des problèmes familiaux (garde des enfants, etc.), et une augmentation conséquente des salaires. Les travailleurs savent qu'en août le chiffre d'affaires du Mammouth a augmenté de 17 % par rapport à 1974, ils savent que le patron peut payer et satisfaire les revendications, aussi ne sont-ils pas du tout disposés à céder devant ses menaces.

Cercellier tente l'épreuve de force. Mardi matin, il licenciait encore un nouveau travailleur, en refusant de renouveler son contrat de travail. Le patron n'a donné aucune explication à cette mesure mais chacun sait que c'est parce qu'il faisait grève que ce travailleur a été mis à la porte ! Cercellier fait également circuler une pétition auprès des non-grévistes : il tente de leur faire dire que les grévistes entravent la liberté du travail. Si le patron parvient à obtenir des signatures, il pourra faire venir les flics...

D'autre part, Cercellier fait appel au principal concurrent du Mammouth, le magasin Rallye, pour que les denrées périssables (fruits, légumes, viandes, etc.) soient évacuées...

Mais si le patron ne désarme pas, les grévistes eux s'organisent pour une lutte de longue durée. Ils font des panneaux pour populariser leur grève. Et la lutte se renforce. Ainsi, mardi matin, lors de l'assemblée générale qui devait décider de reconduire la grève pour 24 heures, cinq travailleurs qui n'avaient pas cessé le travail le premier jour ont rejoint le mouvement.

Les grévistes bénéficient du soutien de la population, et de nombreux clients viennent discuter avec eux. Forts de ce soutien, les travailleurs de Mammouth sont bien décidés à poursuivre la lutte jusqu'à satisfaction complète de leurs revendications et en particulier jusqu'à la réintégration de tous ceux qui ont été licenciés.

Correspondant H.R.

USINE BOURGUET (Tarn) :

Pour faire céder le patron tous les moyens sont bons !

Les travailleurs de l'usine textile Bourguet à Labastide-Rouairoux, dans le Tarn, poursuivent la séquestration de leur directeur, J.J. Bourguet, fils d'un sénateur socialiste de la région.

Depuis 15 mois la lutte est engagée dans cette entreprise contre le plan de licenciement collectif décidé par le patron (voir notre édition datée de vendredi 5 septembre).

Commencée lundi matin, la séquestration se poursuivait toujours mercredi soir, et se durcissait comme en témoignent les propos d'une des responsables de la section CFDT de l'entreprise : « Jusque là, il avait la vie belle. On lui avait amené de bonnes couvertures et de bons repas. Puisqu'il ne veut pas céder nous avons dû être un peu plus durs et lui supprimer toute communication avec l'extérieur. Comme c'est un gros fumeur de pipe, nous lui avons aussi coupé le tabac, et on attend... ».

Mercredi après-midi les ouvriers ont débrayé massivement... Mais les responsables de la CGT - syndicat majoritaire - se sont abstenus... Il est vrai que les membres de ce syn-

dicat ne sont pas touchés par les licenciements, seuls le sont des membres de la CFDT ainsi que de FO, et l'on peut se demander à quel prix lesdits responsables ont pu obtenir ce privilège de la part du patron... Quoiqu'il en soit ce débrayage où les pontes cégétistes brillaient par leur absence est un exemple de plus à mettre dans les annales de leurs trahisons des luttes ouvrières et de leurs marchandages avec les capitalistes sur le dos de la classe ouvrière. Une fois de plus, en acceptant de fait le licenciement de 63 travailleurs sur 200, les bonzes révisionnistes de la CGT ont fait la preuve que la ligne politique qu'ils suivent - celle de la direction du P.C.F. - est une ligne bourgeoise, opposée diamétralement aux intérêts immédiats et à long terme du prolétariat.

(suite de la p.3)

Et il est impossible de dénombrer les centaines de milliers de celles qui n'ont jamais travaillé ou qui ont cessé depuis longtemps, et aspirent à trouver un emploi. Sans compter que, pour nombre d'entre elles, célibataires, veuves, divorcées, chargées de famille il s'agit d'une impérieuse nécessité pour survivre, tout simplement. C'est là une question d'importance majeure pour l'émancipation des femmes qui ne peut s'acquiescer réellement sans indépendance économique.

La spectaculaire augmentation du chômage - dont le grand patronat nous fait savoir suavement qu'elle n'est qu'un début - touche, en outre, de nombreux secteurs où l'emploi est en majorité féminin : textile, habillement, alimentation, chaussures, ainsi qu'en témoignent les nouveaux licenciements annoncés chez Boussac. De nombreuses luttes pour l'emploi se sont déroulées ces derniers mois, dans des usines à main d'œuvre exclusivement ou majoritairement féminine : Everwear, Grandin, Gringoire, Big Chief, la CIT en Vendée, en sont des exemples significatifs. Leur juste revendication d'égalité au travail doit être reprise à son compte par l'ensemble de la classe ouvrière. Mais bien entendu, ce n'est pas l'égalité devant le chômage qu'ensemble nous avons à revendiquer mais bien du travail pour tous et pour toutes.

UN GROUPE DE GREVISTES NOUS ECRIT

Nous publions ci-dessous de larges extraits d'une lettre que nous ont envoyée un groupe de grévistes du Mammouth de Rennes.

Rennes, mercredi 3 septembre à 22 h.

1er septembre : grande affluence prévue dans les grandes surfaces, 75 % des travailleurs titulaires se mettent en grève au Mammouth pour s'opposer « aux pratiques fascistes » de la direction et obtenir la réintégration des 4 licenciés.

Les travailleurs du Mammouth, ouvert il y a 5 ans ont déjà une longue tradition de lutte et ne comptent plus leurs grèves ; depuis la première le jour de l'ouverture, jusqu'à la dernière en septembre 74, qui leur avait apporté des horaires meilleurs, une diminution des heures par semaine...

Le PDG de la Société économique rennaise envoie en janvier 75 un nouveau patron, Cercellier, pour reprendre en main l'entreprise. Il multiplie les avertissements, exemple : « Nous vous confirmons notre entretien de ce jour. L'état de la cour à votre départ était lamentable ainsi qu'en témoigne votre chef, M. Thébaud. Je vous rappelle que vous êtes payé pour effectuer le travail de passage des cartons à la presse et veiller à l'état de propreté de votre surface de travail. (...) Veuillez considérer cette lettre comme un 2^e avertissement » ; alors que le travailleur était seul pour faire le travail de deux personnes ! Autres motifs : « a mangé une orange », « discute pendant son travail » !

Il impose au personnel des mutations de poste, multiplie les temporaires et temps partiels, refusant les titularisations. Ces derniers temps il a obligé des employées à venir à 6 h ; il faut que la balance serve pour 2 services ; mais comment les mères de famille trouveront-elles une nourrice pour prendre leur enfant à 5 h 30 du matin ? A midi le personnel a 45 mn pour manger, mais les pointages, les détours inutiles ramènent cela à 20 mn car il faut aussi faire la queue à la cafétéria qui est publique.

D'autre part la direction s'efforce d'affaiblir et de démanteler la section syndicale CFDT, seule représentative (injures, refus d'organiser le vote au Comité d'entreprise...). La CGT ayant trahi les travailleurs pendant la grève d'octobre 73, ils l'ont dénoncée de telle sorte qu'aujourd'hui la section cégétiste n'existe plus. Enfin, dernièrement, il a procédé à des licenciements...

Refusant de poursuivre le travail dans de telles conditions, les travailleurs de Mammouth ont donc voté lundi en assemblée générale la grève de 24 heures reconductible en assemblée générale de jour en jour, la proposition ayant été faite par la section CFDT. Juste avant l'ouverture du magasin ils empilaient des montagnes de caddies devant les grilles pour empêcher leur ouverture.

Les travailleurs montent la garde jour et nuit pour empêcher l'enlèvement des caddies et la réouverture du magasin. Juste méfiance... Mardi 2 septembre à minuit le patron arrivait avec une trentaine d'agents de maîtrise pour dégager les caddies. Mais la ferme détermination des grévistes les a obligés à repartir bredouilles une heure plus tard.

Le public manifeste un grand intérêt pour les panneaux, parle beaucoup avec les grévistes qui insistent sur le fait que clients comme employés sont victimes des nouvelles mesures de la direction (queue devant les caisses, il n'y a plus d'échantillons gratuits...)

Jusqu'à présent le patron a tout refusé. Il veut à tout prix récupérer son magasin et il a avec lui tous les agents de maîtrise. La preuve : l'intervention de mardi soir... Il essaie aussi l'intimidation ; il a attaqué les délégués en justice pour atteinte aux droits de commerce. Ils ont comparu mercredi devant le tribunal qui a donné 24 heures pour dégager les caddies, sentence qui ne fait que renforcer la détermination des grévistes.

Malgré toutes les tentatives d'intimidation, les grévistes continuent la lutte à Mammouth.

Un groupe de travailleurs de Mammouth